

NORD STREAM 2 : REFLET DES DIVISIONS INTERNES DE L'UE

Nord Stream 2 : Reflet des divisions internes de l'UE

- Tracé de Nord Stream
- Tracé de Nord Stream 2
- 55 Capacité de transit, par an en m³
- ▲ Terminaux de gaz naturel liquéfié
- Gazoducs majeurs russes
- Pays en faveur de la poursuite des travaux
- Pays ambivalents
- Pays hostiles au projet
- Pays en guerre contre la Russie
- Connexion terrestre à Nord Stream

Alexis Benlarbi - De Carvalho / Elise Pacot © Association Werra Source : Le Monde



Le vendredi **11 décembre 2020**, le chantier du **gazoduc Nord Stream 2 a repris dans la Baltique**. Alors interrompu depuis presque un an par des sanctions américaines, **la reprise du projet ravive les divisions internes de l'Union européenne** - principalement concernant les questions de coopération avec le Kremlin.

Reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique, Nord Stream 2 est un **gazoduc censé doubler les capacités de livraison de gaz russe de son aîné Nord Stream 1** lancé en 1997. Ce projet doit également permettre à la compagnie énergétique russe **Gazprom d'acheminer 55 milliards de mètres cube de gaz vers l'Europe par an**. Au total, le coût du projet s'élève à **9,5 milliards d'euros**, lequel est financé à 50% par Gazprom et 50% par cinq groupes européens (Engie, Uniper, Wintershall, OMV et Shell). Finalement, la construction de **Nord Stream 2** aurait pour **objectif final de garantir la sécurité des approvisionnements de l'Europe occidentale**.

Or, ce dernier point est contesté par un grand nombre de pays d'Europe de l'Est anciennement sous le joug soviétique. Par exemple, **l'Ukraine**, en guerre avec la Russie depuis 2014, **refuse ce projet** que la vice-présidente de l'économie Taras Kachka juge « 100% anti-ukrainien ». En effet, alors que **le gazoduc Brotherhood alimente l'Europe en gaz russe sur 40% du territoire ukrainien**, Kiev redoute un contournement de celui-ci à travers le projet Nord Stream 2. Mais **l'Ukraine n'est pas le seul pays à voir cette construction d'un mauvais œil**. C'est particulièrement le cas pour la **Pologne** et les **États baltes** qui **craignent une instrumentalisation de cette dépendance européenne au gaz russe comme moyen de pression sur l'Europe**.

Ainsi, le projet **Nord Stream reflète les divisions internes des membres de l'Union européenne entre les anciens pays membres de l'Union soviétique** - pour qui la coopération avec le Kremlin doit être réduite - **ainsi que les pays d'Europe de l'Ouest**. Face à ces réticences, la chancelière allemande **Angela Merkel affirme qu'il s'agit uniquement d'un projet économique**. L'investissement économique allemand est tel qu'un abandon du projet est loin d'être envisageable même si la Russie est confrontée à de nombreuses polémiques comme la cyberattaque contre le Bundestag en 2015 ou encore l'affaire Navalny. Alors que les **États-Unis** s'en mêlent en **soutenant la position ukrainienne** (en réalité pour cacher leurs intérêts énergétiques dans la région), la position à adopter sur les coopérations russo-européennes est loin d'être concordante.